



Pour diffusion immédiate

11 Décembre 2011

La COP17 succombe dans l'apartheid climatique L'antidote est l'Accord des Peuples de Cochabamba.

Durban, Afrique du Sud – Les décisions issues du sommet des Nations-Unies sur le climat à Durban – COP17 – constituent un crime contre l'humanité, selon *Climate Justice Now !* coalition de mouvements sociaux et de la société civile. Ici en Afrique du Sud, qui a inspiré le monde entier par les luttes de libération menée par la majorité noire du pays, les nations les plus riches ont créé avec cynisme un nouveau régime d'apartheid climatique.

« Retarder toute action réelle après 2020 est un crime aux proportions mondiales », selon Nnimmo Bassey, président des Amis de la Terre International. *« Une augmentation de 4°C de la température mondiale, permise par ce plan, est une condamnation à mort pour l'Afrique, les petits États insulaires, et les pauvres et les personnes vulnérables de l'ensemble de la planète. Ce sommet a amplifié l'apartheid climatique, les 1 % les plus riches de la planète ayant décidé qu'il était acceptable d'en sacrifier les 99 % ».*

Selon Pablo Solon, ancien négociateur en chef de l'Etat plurinational de Bolivie, *« il est faux d'affirmer qu'une deuxième période d'engagements du protocole de Kyoto a été adoptée à Durban. La décision actuelle a seulement été reportée à la prochaine COP, sans engagement de réduction d'émissions de la part des pays riches. Cela signifie que le protocole de Kyoto restera en vie jusqu'à ce qu'il soit remplacé par un nouvel accord encore plus faible ».*

Les pollueurs de la planète ont bloqué toute réelle action et ont une fois de plus choisi de renflouer les banques et les investisseurs en décidant d'étendre les marchés du carbone pourtant en train de s'effondrer, ce qui comme toutes les activités des marchés financiers de nos jours permettent surtout d'enrichir quelques privilégiés.

« Ce que certains considèrent comme de l'inaction est en fait une démonstration de l'échec, palpable, de notre système économique actuel pour répondre aux crises économiques, sociales et environnementales » selon Janet Redman, de l'*Institute for Policy Studies*, basé à Washington. *« Les banques qui ont provoqué la crise financière sont en train de faire d'importants profits en spéculant sur le futur de notre planète. Le secteur financier, acculé, cherche un moyen de s'en sortir à nouveau en développant de nouveaux produits pour soutenir un système défaillant ».*

Bien que l'on parle d'une « feuille de route » proposée par l'Union Européenne, l'échec de Durban montre que c'est un cul-de-sac, une route pour nulle part. Les porte-paroles de *Climate Justice Now !* appellent la communauté internationale à se rappeler qu'un véritable plan pour le climat, basé sur les besoins planétaires identifiés par les scientifiques et issu du mandat de mouvements populaires, a vu le jour lors du Sommet des Peuples sur le changement climatique et les droits de la Terre-Mère en Bolivie en 2010. L'accord des peuples de Cochabamba, porté devant les Nations-Unies, a été supprimé des textes de négociations, alors qu'il proposait un moyen juste et efficace pour avancer, ce qui est terriblement nécessaire.



ELEMENTS SUPPLEMENTAIRES

Sur la technologie

« Les discussions sur les technologies ont été détournées par les pays industrialisés s'exprimant pour le compte de leurs entreprises multinationales », selon Silvia Ribeiro de l'organisation internationale ETC Group.

« La critique des monopoles sur les brevets technologiques, et les évaluations environnementales, sociales et culturelles des technologies n'ont pas été prises en compte dans les résultats de Durban. Sans répondre à ces questions fondamentales, les nouveaux mécanismes concernant les technologies vont seulement être une arme marketing mondiale pour accroître les profits des entreprises transnationales en vendant des technologies dangereuses aux pays du Sud, comme les nanotechnologies, la biologie synthétique et la géo-ingénierie. »

Sur l'agriculture

« La seule façon d'avancer pour l'agriculture est de soutenir des solutions agro-écologiques, et de maintenir l'agriculture hors des marchés carbone », selon Alberto Gomez, coordinateur nord-américain de la Via Campesina, le plus grand mouvement de paysans de la planète.

« Les entreprises agroalimentaires, à travers leur modèle social, économique et culturel de production, sont l'une des principales causes des dérèglements climatiques et de l'accroissement de la faim. C'est pourquoi nous rejetons les accords de libre-échange et d'association, et toutes les formes d'application des droits de propriété intellectuelle sur le vivant, les paquets technologiques (produits agrochimiques, modifications génétiques) et toutes les autres fausses solutions (agrocarburants, nanotechnologies, le programme « climate smart agriculture ») qui ne font qu'aggraver la crise actuelle ».

Sur REDD+ et les projets de forêts-carbone

« REDD+ menace la survie des populations indigènes et des populations tributaires des forêts. De très nombreuses preuves montrent que les Peuples indigènes sont l'objet de violations de leurs droits en raison de la mise en œuvre des programmes et politiques de type REDD+ » a déclaré la Global Alliance of Indigenous Peoples and Local Communities against REDD and for Life.

Leur déclaration, rendue publique la première semaine de la COP17, établit que « REDD+ et les Mécanismes de Développement Propres (MDP) promeuvent la privatisation et la marchandisation des forêts, des arbres et de l'air à travers les marchés carbone et les compensations provenant des forêts, des sols, de l'agriculture et même des océans. Nous dénonçons les marchés carbone comme une hypocrisie qui ne va pas stopper les dérèglements climatiques ».

Sur la Banque Mondiale et le Fonds Vert pour le Climat.

« La Banque Mondiale est un bandit de l'économie néolibérale », selon Teresa Almaguer de Grassroots Global Justice Alliance aux Etats-Unis.

« Nous avons besoin d'un fonds climat géré à travers une gouvernance participative, non par une institution non démocratique qui est en plus responsable pour une bonne part des dérèglements climatiques et de la pauvreté dans le monde. Le Fonds Vert pour le Climat a été transformé en Greedy Corporate Fund, selon Lidy Nacpil, de Jubilee Sud. Le Fonds a été détourné par les pays riches, selon leurs conditions, et mis en place pour fournir plus de profits au secteur privé. »



Sur l'économie verte

« Nous avons besoin d'un fonds climat qui fournisse des financements aux populations des pays développés qui soit totalement indépendant des institutions anti-démocratiques comme la Banque Mondiale. La Banque Mondiale a une longue expérience de financements de projets qui exacerbent les dérèglements climatiques et la pauvreté, selon Lidy Nacpil, de Jubilee Sud. Le fonds est détourné par les pays riches, positionnant la Banque Mondiale comme administrateur provisoire et donnant un accès direct à l'argent prévu pour les pays en développement au secteur privé. Il devrait être appelé le Greedy Corporate Fund ! »

Les politiques *climat* sont en train de prendre un changement radical vers ce qui est appelée « *l'économie verte* », réduisant dangereusement les engagements éthiques et la responsabilité historique à un calcul économique coût-avantage, à des opportunités commerciales et d'investissements. L'atténuation et l'adaptation ne devraient pas être considérées comme du Business, ni avoir des financements conditionnés par les logiques du secteur privé et visant à faire des profits. La vie ne se vend pas.

Sur la dette climatique

« Les pays industrialisés du Nord sont moralement et légalement contraints de rembourser leur dette climatique, affirme Janet Redman, co-directrice du Sustainable Energy & Economy Network à l'Institute for Policy Studies. Les pays développés sont devenus riches au détriment de la planète et du futur des populations en exploitant du pétrole et charbon peu chers. Ils doivent payer pour les pertes et dommages en résultant, ils doivent réduire drastiquement leurs émissions, et ils doivent soutenir financièrement les pays en développement pour aller vers des scénarios d'énergies propres. »

Les pays développés, assumant leurs responsabilités historiques, doivent honorer leur dette climatique dans toutes les dimensions pour que ce soit la base d'une solution juste, efficace et scientifique. Il ne faut pas se concentrer uniquement sur la compensation financière, mais aussi sur la justice réparatrice comprise comme la reconstitution de l'intégrité de la Terre-Mère et de tous les êtres. Nous appelons les pays développés à s'engager à agir. Cela pourrait peut-être reconstruire la confiance qui a été cassée et permettre au processus d'avancer.

Sur les véritables solutions

« L'unique solution au changement climatique est de laisser le pétrole, le charbon et les sables bitumineux dans le sol » selon Ivonne Yanez d'Acción Ecologica, Equateur.

##FIN##